304.80944
R766p

UNIVERSITY OF
ILLINOIS LIBRARY
AT URBANA-CHAMPAIGN
STACKS

4.80944
66p

Dr R. ROUVIÈRE

LE PROBLÈME
DE LA
DÉSERTION DES CAMPAGNES

CONFÉRENCE
DONNÉE A LA
SOCIÉTÉ CENTRALE D'AGRICULTURE DU GARD
LE LUNDI 19 DÉCEMBRE 1927

THE LIBRARY OF THE
FEB 27 1933
UNIVERSITY OF ILLINOIS

NIMES
IMPRIMERIE NOUVELLE
Rue Porte-de-France, 6 et 1, rue Emile-Jamais
—
1928

UNIVERSITY OF
ILLINOIS LIBRARY
AT URBANA-CHAMPAIGN
STACKS

Dr R. ROUVIÈRE

LE PROBLÈME

DE LA

DÉSERTION DES CAMPAGNES

CONFÉRENCE

DONNÉE A LA

SOCIÉTÉ CENTRALE D'AGRICULTURE DU GARD

LE LUNDI 19 DÉCEMBRE 1927

THE LIBRARY OF THE
FEB 27 1933
UNIVERSITY OF ILLINOIS

NIMES
IMPRIMERIE NOUVELLE
Rue Porte-de-France, 6 et 1, rue Emile-Jamais

1928

CENTRAL CIRCULATION BOOKSTACKS

The person charging this material is responsible for its renewal or its return to the library from which it was borrowed on or before the **Latest Date** stamped below. **You may be charged a minimum fee of $75.00 for each lost book.**

Theft, mutilation, and underlining of books are reasons for disciplinary action and may result in dismissal from the University.

TO RENEW CALL TELEPHONE CENTER, 333-8400

UNIVERSITY OF ILLINOIS LIBRARY AT URBANA-CHAMPAIGN

APR 30 1996

MAY 06 1996

When renewing by phone, write new due date below previous due date. L162

304.80944
R766p

LE PROBLÈME

DE LA

DÉSERTION DES CAMPAGNES

Conférence donnée à la Société Centrale d'Agriculture du Gard, le Lundi 19 Décembre 1927.

MESSIEURS,

La dépopulation des campagnes est à l'ordre du jour. Les articles de journaux se multiplient, des livres paraissent sur la question, et la désertion continue. « Les feux s'éteignent » de Ch. Géniaux, « Le Barrage » d'Henry Bordeaux, « Le Village sans cloches » de Charles Roussillon, ne peuvent se lire sans laisser sur notre esprit une empreinte mélancolique.

Mais il faut nous ressaisir : au lieu de nous abandonner à la tristesse cherchons à comprendre pourquoi, dans moins de 80 ans, le pourcentage de la population paysanne française est tombé de 65 % à 45 % par rapport au chiffre de la population totale. Cette désertion de nos campagnes se poursuivra-t-elle ? Faut-il le désirer ou le redouter ? Autant de questions que je désirerais non pas traiter, mais esquisser aujourd'hui devant vous.

« O fortunatos nimium sua si bona norint agricolas » a écrit Virgile et l'auteur des Géorgiques et des Bucoliques, tout comme les écrivains et les journalistes d'aujourd'hui, vantait les agréments de la vie des champs sans cultiver lui-même la terre.

« Faner », écrivait encore Mme de Sévigné, « est la plus jolie chose du monde ; c'est retourner du foin en batifolant, dans une prairie ». Et Madame de Sévigné vivait à la Cour et dans les châteaux, encourageant du verbe les travailleurs des champs.

Ne nous arrêtons pas à ces appréciations purement littéraires inspirées déjà à leurs auteurs par les puissants d'alors, et écoutons ce que dit par exemple le Marquis de Vogüe, Président de la Société des Agriculteurs de France :

« Vous avez vu dans la plaine envahie d'ombre « ce laboureur qui revient de son travail, les mem- « bres las et l'âme pensive... Vous l'avez vu, rentrant « au logis, assurer d'abord le repas et la nuit de « ses bêtes... et puis enfin s'asseoir auprès de l'âtre, « devant la soupe fumante qui sera, comme hier, « comme demain, sa frugale pitance... Et avant de « s'abandonner au sommeil il s'est mis à songer. Il a « payé ses engrais cinq fois plus qu'avant la guerre, « les pièces de sa charrue cinq à dix fois plus ; « les feuilles d'impôts sont arrivées plus chargées « que l'année dernière... Par suite de la sécheresse « les fourrages, l'avoine, les pommes de terre, les « betteraves ont manqué... Un journal est là sur la « table. Il l'ouvre. Son regard est attiré par un « titre en vedette « Les agriculteurs et la vie chère ». « Devant ses yeux ébahis se déroule l'antienne que « vous savez ; les agriculteurs gagnent trop d'ar- « gent etc... »

Et voici encore ce que pensait des paysans, La Bruyère, un écrivain sans doute, mais aussi un étonnant psychologue et un profond observateur « Des mâles et des femelles, brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible, qui épargnent aux autres la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre etc... méritent de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé ».

Nous sommes loin du « batifolage » de Mme de Sévigné.

Voici encore un jugement de l'économiste étranger Arthur Young « Un Anglais, disait-il, ne peut se figurer l'aspect de la plupart des paysannes françaises. Il révèle, outre une vie dure et pénible, la fatigue plus douloureuse encore d'enfanter une nouvelle génération d'esclaves ». La voilà bien la vie agréable et douce du paysan. De nos jours le citadin qui par un beau dimanche ensoleillé, au cours d'une promenade en automobile, s'assied au bord d'un ruisseau, écoute le murmure de l'eau et le sifflement berceur du vent dans les arbres, s'il rencontre quelque paysan, ne manque pas de lui dire : « Quelle chance mon cher, et comme je vous envie de vivre dans un endroit pareil : ah ! si seulement je pouvais vivre comme vous ». Je me suis toujours demandé si ces propos, souvent entendus, n'étaient pas d'une ironie un peu trop grossière et cruelle.

Et cependant, au bord des routes, que de maisons abandonnées qui jadis abritèrent des foyers paysans. Le soir, en rentrant à la ville, notre citadin aura tout loisir de s'installer dans une ferme déshabitée. Il trouvera là un logement à meilleur compte et plus facilement que dans la cité populeuse où il se rend : mais il en connait les avantages et

son seul but est de faire croire aux paysans qu'ils sont heureux pour s'efforcer de limiter le nombre des citadins privilégiés : car, il se rend bien compte que tout le monde ne peut être citadin et qu'il faut encourager ceux qui ne le sont pas à nourrir ceux qui le sont.

Quelles sont donc les causes de cet abandon des campagnes ?

1° Au premier rang, il faut sans doute placer *la Guerre ;* sur nos 1.500 mille morts, un million au moins étaient paysans puisqu'il n'y avait pas pour eux d'affectations spéciales. Dans les petits villages des Cévennes ou des Alpes, la liste des morts de la guerre, gravée sur les monuments, est impressionnante. Cette cause est à mon avis, en France du moins, primordiale, mais sans elle, la dépopulation des campagnes se serait néanmoins produite car la désertion des champs a été et est encore favorisée par toute une série d'événements et de mesures que nous allons passer en revue.

2° Et tout d'abord *la politique économique du pays depuis 1870.* L'exemple de l'Angleterre, dont le sous-sol renferme d'ailleurs des réserves considérables de charbon et de minerai que nous ne possédons pas en France, sa prospérité incroyable il y a cinquante ans, à une époque où maîtresse des mers et du trafic maritime, elle exportait en abondance son charbon et ses produits métallurgiques dans le monde entier, important ensuite sur ses navires vides les denrées alimentaires qui lui étaient nécessaires, le fait que cette nation éminemment industrielle ne produisait sa nourriture que deux jours sur sept, ont pu faire croire à des esprits superficiels que la France, pour être prospère, n'avait qu'à s'industriali-

ser. Et peu à peu, dans le Nord-Est surtout, à cause de la proximité du charbon et du fer, des usines se sont élevées ; l'industrie qui devait nous enrichir, a été protégée par des tarifs douaniers, et elle a pu par conséquent drainer à son profit les ouvriers agricoles pour les industrialiser, grâce à une vie plus facile, à des salaires supérieurs, à des avantages de toute nature (soins médicaux, coopératives d'alimentation, logement confortable, etc...) Nous avons vu, en 1917 où a failli nous conduire et conduire l'Angleterre une politique qui consiste à croire que l'homme peut vivre de charbon et de produits manufacturés. Et n'est-ce pas la disette qui en réalité a acculé l'Allemagne à capituler, les privations de la population civile et militaire ayant singulièrement détruit le moral des combattants ? Il est vrai que nos voisins d'outre-Rhin ont pour excuse un sol ingrat, un climat défavorable et une surnatalité qui les oblige à trouver dans l'industrie du travail pour une main-d'œuvre trop abondante. Les circonstances sont bien différentes en France.

Elle est loin l'époque où Sully disait : « Pâturage et labourage sont les mamelles de la France ». Et pourtant cette vérité, aujourd'hui comme hier, demain comme aujourd'hui s'impose et s'imposera à l'esprit de nos dirigeants. L'homme vit de lait, de viande, de légumes, de vin, de pain, et nous n'en sommes pas encore, heureusement pour notre santé et notre estomac à l'époque ou quelques comprimés de matières azotées et hydro carbonées remplaceront un bon repas.

3° Une troisième cause de désertion des campagnes doit être recherchée dans le *service militaire obligatoire.* Comment veut-on que quelque Savoyard ou quelque Alpin incorporé à Marseille, par exem-

ple, n'apprécie pas à leur juste valeur les avantages des soirées hivernales d'une grande ville. Lorsqu'au milieu du luxe, de l'animation et de l'éclairage intenses de la cité, il revoit par la pensée ses montagnes couvertes de neige, ses parcelles de pré suspendues aux rochers, ses écuries où ses vaches réclament des soins continuels et font de lui un esclave, lorsqu'il songe au silence morne de son village pendant les longues nuits d'hiver, à la longueur des Dimanches sans distractions, pendant lesquels il faut néanmoins être présent, au perpétuel et monotone recommencement des années, des saisons et des jours qui sera son lot jusqu'à sa vieillesse et jusqu'à sa mort, on comprend qu'il ait un sursaut de découragement et de dégoût et qu'il dise « je n'y retournerai pas ».

Les places faciles s'offrent à lui : tramways, octrois, etc... ce ne sera pas pour lui la richesse, mais ce sera la vie tranquille, sans soucis, sans peines, au milieu d'êtres qui s'agitent et qui vivent, au lieu de se courber, le soir, au coin de l'âtre, dans quelque pauvre chaumière, et d'attendre ainsi dès leur jeunesse, vieillis avant l'âge, la mort.

Seuls rentreront chez eux les incapables, ceux dont la ville n'aura pas voulu, allant ainsi augmenter le nombre des non-valeurs qui contribuent, nous le verrons plus loin, à aggraver le problème de la main-d'œuvre agricole.

4° La *diffusion de l'instruction* à tous ses degrés est également un facteur de dépopulation rurale. Loin de moi l'idée de méconnaître l'excellence de son principe. Plus un homme est instruit, mieux il est armé dans la lutte pour la vie.

Malheureusement l'instruction donnée aux masses rurales est en général excessivement élémentaire ; on

leur apprend à lire et à écrire, parfois même on n'y parvient pas. Mais en revanche si quelque sujet se révèle particulièrement appliqué ou intelligent, l'instituteur le pousse vers d'autres carrières. Ainsi se tarissent peu à peu tous les éléments qui, par leurs qualités propres, continueraient à développer et à perfectionner l'agriculture. Car en agriculture comme dans tous les domaines une élite dirigeante et une élite ouvrière sont nécessaires pour guider la masse dans la voie du progrès.

Anatole France a dit : « L'avenir est à l'intellectuel qui sera en même temps un manuel ». On devrait graver cette phrase au fronton de tous les établissements d'instruction. S'instruire est bien, appliquer son instruction à perfectionner, grâce à son intelligence, les travaux manuels qui seront toujours les plus utiles à l'humanité est mieux. La pratique est le seul banc d'essai de la valeur réelle d'un individu, et le jour où tous les intellectuels ne dédaigneront pas de s'adonner aux besognes manuelles, cherchant chaque jour à améliorer par quelque perfectionnement nouveau les méthodes de travail en usage, les progrès seront rapides et le bien être général accru. Ceux qui ont créé les moissonneuses-lieuses ont rendu plus de services à l'humanité que tous les Professeurs de la Sorbonne réunis.

Jacquart en inventant le métier à tisser a de même amélioré le sort des hommes dans des proportions plus considérables qu'un philosophe ou un rhéteur.

5° Une cinquième cause doit-être recherchée dans le *développement* extraordinaire *des moyens de transport.*

A) *Les chemins de fer d'abord.* Il a fallu du personnel pour construire les voies ferrées, les gares, les locomotives, les wagons etc... mais que l'on songe

au nombre considérable d'employés que nécessite le fonctionnement des services, la marche des trains, l'entretien des voies, des ponts, des gares, des machines. Il n'y a pas une minute de repos. Sans arrêt des milliers de tonnes se déplacent, consomment, usent, et l'homme devient l'esclave de ce qu'il avait cru asservir. Or, symptôme alarmant, l'année dernière sur certains réseaux le recrutement des employés de chemins de fer est devenu difficile, et les Compagnies sont peu à peu obligées de se montrer moins sévères dans la qualité de la main-d'œuvre employée, ce qui diminue évidemment le rendement obtenu. Que l'on songe cependant aux avantages énormes de cette catégorie d'employés : charbon, retraite, et surtout voyages gratuits pour eux et leur famille. Un employé du P.-L.-M. habitant Marseille, par exemple, peut aller passer son dimanche à Paris sans bourse délier.

B) A côté des chemins de fer je place tous *les services de transport en commun* : n'êtes-vous pas frappés, dans une ville comme Paris ou comme Marseille, par cette fièvre perpétuelle du mouvement : métro, tramways, autobus, taxis, tout s'agite et au fond de cette agitation qu'y a-t-il ? Rien, car les déplacements représentent sans doute une dépense d'énergie, mais ne produisent aucun travail utile. Une grande partie de la population parisienne est occupée à transporter l'autre. Et chaque conducteur de métro ou de tramways enlève deux bras à la terre.

Plus près de nous n'y a-t-il pas, à Marseille, plus de cent lignes de tramways ? N'a-t-on pas créé récemment dans le Gard des électrobus sur des routes déjà longées par des voies ferrées, sillonnées par des autobus, des jardinières, des bicyclettes, des ca-

mions, etc... Tous les employés de ces services sont des déracinés. Ils sont tous pris parmi les travailleurs des champs et avant de poursuivre quelque but électoral dans de nouvelles entreprises il serait sage que nos hommes politiques se demandent si nous ne sommes pas à la limite de nos possibilités. Il faut nourrir tous ceux qui ne produisent pas. Et pour les nourrir, il faut sans doute des machines, mais il faudra aussi et toujours des bras.

c) Et je place dans les moyens de transport *l'automobile* qui absorbe peut-être plus de main-d'œuvre que les voies ferrées. Il faut des ouvriers pour construire les autos (30.000 ouvriers chez Citroën) puis pour les entretenir, pour les conduire, pour fabriquer les pièces de rechange. Une ville entière, Clermont-Ferrand, vit de l'industrie du pneumatique. Il faut même une énorme main-d'œuvre rien que pour percevoir les impôts des 400.000 véhicules circulant en France puisque dans les grandes villes il existe des bureaux spéciaux, et il faut encore de la main d'œuvre pour entretenir les routes détériorées par les camions, pour construire des garages, etc... Je suis sans doute au-dessous de la réalité en estimant à 500.000 familles le nombre de celles qui vivent directement ou indirectement de l'automobile. Et n'oublions pas que, de l'avis même de ceux qui l'emploient, la main-d'œuvre des usines d'autos est une main d'œuvre d'élite (ajusteurs, tourneurs etc...) qu'on ne trouve pas aux champs.

d) Et je place dans les moyens de transport l'avion. Vous êtes-vous demandés ce que ce mode de locomotion coûte, non seulement en vies humaines et en argent — c'est formidable — mais en personnel, les milliers de jeunes gens qui, au lieu de tenir les mancherons d'une charrue, émigrent vers les ateliers

où se fabriquent les moteurs, les toiles, le fuselage, les réservoirs, les hangars. Et ce n'est pas fini : on créera de nouveaux terrains d'atterrissages, on multipliera les lignes aériennes pour permettre sans doute quelques exploits personnels, mais sans aucune utilité pratique, car cent avions transportent moins de personnes qu'un unique train. S'il y a là une nécessité pour la défense nationale — les personnes compétentes le prétendent — inclinons-nous, mais le fait demeure.

Chemins de fer, métro, tramways, autobus, automobiles, avions, absorbent à eux seuls des centaines de mille de travailleurs. Remontons à 50 ans en arrière, et comparons : si l'humanité doit continuer à améliorer sans cesse ses moyens de transport un moment risque de venir ou sur cinq français, deux seront employés à travailler pour déplacer les trois autres.

6° Une sixième cause de dépopulation des campagnes est dans le développement extraordinaire *du nombre des places de tout repos.* On dirait que depuis un demi-siècle le seul souci des législateurs soit de diminuer le nombre des producteurs en accroissant le nombre des improductifs. Un déséquilibre considérable s'établit ainsi entre consommateurs et producteurs. J'entends par places de tout repos toutes celles ou le travail fourni est un travail n'exigeant aucune fatigue corporelle, celles où la sécurité du lendemain est assurée quelle que soit la valeur personnelle de l'individu, si minime soit le travail qu'il accomplit, et celles où une retraite donnée à un âge où neuf fois sur dix, le bénéficiaire pourrait encore continuer à remplir son emploi, ruine les contribuables et diminue l'activité productrice du pays.

7° A côté des places de tout repos représentées par le fonctionnarisme d'Etat, départemental, ou commu-

nal, se placent des *situations nées dans ces cinquantes dernières années* et qui toutes enlèvent peu à peu aux campagnes la main d'œuvre qui leur fait défaut : les cafés, les hôtels, les banques, les cinémas, les théâtres, les grands magasins ont pris un développement considérable. Pour leur trouver de la main-d'œuvre on a même créé des Offices de Placement où ne devraient se rencontrer que des personnes âgées, et où sont casés des jeunes gens qui seraient beaucoup plus utiles aux champs que dans un bureau.

8° Je ne m'étendrai pas sur le leit motiv *des distractions urbaines* : cinémas, théâtres, cafés etc. Ces distractions sont réelles car l'homme aime vivre en société et oublier dans des distractions factices la vanité de la vie humaine.

Et si vraiment la vie urbaine n'avait pas des agréments, croit-on que tous ceux qui le peuvent se précipiteraient vers les villes ? Croit-on même que si Paris, avec son animation, son luxe, ses distractions, son confort, n'avait pas plus d'attrait que quelque village perdu des Cévennes, nous aurions tellement de candidats à la députation ou à la Haute Assemblée ? L'attrait des villes est indéniable et si je voulais m'étendre je trouverais des raisons tellement nombreuses qu'il est inutile d'insister, chacun les comprenant et les appréciant.

9° Mais je n'attribue pas comme d'autres, d'action néfaste à *la loi de huit heures* : l'homme qui travaille a droit au repos, et une journée de huit heures, intelligemment remplie, permet d'accomplir un labeur considérable. A l'heure actuelle, même aux champs, on ne travaille guère plus, sauf aux périodes des grands travaux, et si la loi de huit heures est incompréhensible lorsqu'on l'applique à des heures de présence et non de travail, elle est

juste et raisonnable appliquée à tous les travailleurs quels qu'ils soient ; je ne verrais personnellement aucun inconvénient à ce qu'on l'appliquât à l'agriculture.

10° Il y a une dixième cause, moins souvent invoquée, plus efficace et plus réelle que d'autres cependant. Je l'ai gardée pour la dernière.

J'ai cité plus haut une phrase d'Arthur Young décrivant *le sort misérable de la femme française paysanne.* Sans doute depuis que ces lignes ont été écrites, la réalité n'est plus aussi brutale, mais cependant quel est l'avenir, quelle sera la vie de la jeune fille qui unira sa destinée à un paysan ? Ceux qui ont lu « Maria Chapdelaine », de Georges Hémon, ne se sont-ils pas sentis envahis par une sorte de frisson ? Et en fermant ce livre, dont l'action est vécue sans doute dans les forêts du Canada, mais dont l'héroïne ressemble tellement à des milliers de françaises perdues dans quelque village obscur de Bretagne, du Massif Central ou des Alpes, on est saisi par un immense sentiment d'admiration sans doute, mais aussi de pitié : on croit avoir fait un rêve et ce rêve c'est pourtant la réalité.

Comment s'étonner qu'effrayées par la perspective des sombres jours qui les attendent, les jeunes paysannes cherchent par tous les moyens à se déraciner, à épouser quelque fonctionnaire ou à entrer elles mêmes dans les carrières administratives ? Une sélection s'établit pour la population féminine comme pour la population masculine et peu à peu restent seules dans les campagnes celles qui n'ont pu en sortir. L'élite s'en va, les médiocres restent.

Comment s'étonner, en présence d'un si grand nombre de facteurs, que les anciennes générations paysannes ne soient pas remplacées par les nou-

velles, et que même les fils de riches cultivateurs, devant les ennuis et le peu de satisfactions que donne la vie à la campagne, préfèrent d'autres carrières moins pénibles, plus sûres et plus agréables ?

Et comme si les causes que nous venons de passer en revue, indépendantes dans une certaine mesure de la volonté de nos Gouvernants, ne suffisaient pas, toute une série de mesures d'ordre gouvernemental sont venues précipiter l'abandon des campagnes.

A) Tout d'abord on a favorisé l'industrie au détriment de l'agriculture dans tous les traités de commerce. Alors qu'on protégeait la première contre l'entrée de produits manufacturés étrangers par des droits formidables, on laissait tout entrer, ou presque, en franchise au point de vue alimentaire, et on empêchait les produits du sol de sortir. Résultat : les paysans nourrissaient à bon compte les ouvriers de l'industrie, permettant ainsi aux industriels français de payer des salaires peu élevés, la main-d'œuvre étant beaucoup plus chère en Angleterre par exemple qu'en France.

Grâce à l'organisation, inavouée, mais réelle, de véritables trusts qui pratiquement fixent les cours qui leur plaisent pour la vente de leurs produits (métallurgie, charbon, soie, textiles etc...) les industriels peuvent organiser des campagnes de presse, agir sur des hommes influents etc... L'argent est un puissant levier et les agriculteurs, désunis et jaloux les uns des autres, ne peuvent faire les campagnes qui leur seraient utiles, faute de moyens d'action suffisants.

Et si je ne m'étends pas davantage sur ce sujet, c'est que M. Gustave Coste, avec le dévouement et la compétence désintéressés qu'il met depuis de longues années au service de la cause paysanne,

dans des articles, dans des discours, avec des chiffres à l'appui, vous a montré à maintes reprises comment on protège l'industrie, comment on étrangle l'agriculture. Seuls ont pu gagner une certaine aisance les agriculteurs produisant des fruits ou des légumes de luxe (raisins, pêches, abricots, fraises, asperges etc...) ou des graines achetées par l'étranger (cèleri, luzerne, marjolaine etc...) ou des fleurs s'adressant à une clientèle riche (cultures florales de la Côte d'Azur) parce que le Gouvernement n'a pas encore osé prétendre que les pêches et les œillets étaient des produits de première nécessité. Aussi leur prix s'établit-il en francs or, permettant une juste rémunération du travail de leur producteur. Momentanément les interdictions de sortie sur les produits agricoles ont été enlevées par la loi du 27 juillet 1927. Mais un simple décret peut les rétablir.

En revanche nous avons failli avoir des difficultés sérieuses avec l'Amérique il y a un mois par ce que les automobiles et les tracteurs des grandes firmes américaines jettent l'effroi dans l'industrie française.

B) Un second facteur est la tendance qu'ont les gouvernements à favoriser les masses citadines au détriment des masses rurales. Dispersées, ces dernières sont bien moins dangereuses que les premières qui, agglomérées, sont beaucoup plus sensibles à l'action des discoureurs et des monteurs de coups. D'ailleurs, abstraction faite de cette considération, qui a cependant sa valeur, comme peu à peu la majorité de la population française se déplace des campagnes vers les villes, celui qui sollicite un mandat rémunérateur a tout intérêt à flatter le plus grand nombre ; il faut donc rendre le paysan responsable de tous nos maux : le pain, la viande, le lait, le vin devraient être à donation. Ils sont si faciles à pro-

duire, et tout le salaire, tous les revenus des citadins devraient être employés en plaisirs. Se nourrir, se loger, se vêtir, plaisanteries sans importance. Assister à des spectacles absolument quelconques la plupart du temps, mais qui ont le mérite de ne pas même exiger un effort intellectuel, voilà la vraie vie, la vie productrice, celle qui fait la force d'une nation.

« Panem et circenses » ces trois mots devraient retentir aux oreilles de nos gouvernants et leur rappeler qu'ils sonnèrent le glas de l'empire romain.

Impressionnés cependant par la crainte de manquer un jour d'aliments de première nécessité les gouvernants qui se sont succédés ont cherché non pas des remèdes à la crise agraire, car nous ne vivons que d'expédients dangereux, au jour le jour, mais des moyens de prolonger ce déséquilibre entre producteurs et consommateurs. Nous allons les examiner et nous verrons qu'ils ont été pour la plupart inventés par des personnes qui n'ont jamais vécu la vie paysanne. Chose plus grave ils sont souvent enveloppés de pensées politiques au lieu de n'être destinés qu'à accroître le bien être général.

A) Je passerai d'abord en revue les enfantillages comme le *développement de la T.S.F. ou du cinéma au village.*

A) Le paysan se moque de la T.S.F., de ses concerts et de ses Jazz. Une fois sa journée finie, le sommeil est sa meilleure distraction. Au point de vue éducation professionnelle, s'il voulait, les livres seraient là : en Amérique des bibliothèques agricoles existent partout et sont utilisées. En France le paysan se croit savant ; il dédaigne se perfectionner et il faut entendre de vieux ouvriers répéter, en massacrant une souche de deux coups de sécateur : « Save pouda, aï fa qu'aco touta ma vida ». Toute leur vie ils ont

mal travaillé, n'ayant jamais voulu rien apprendre ni écouter les conseils des gens compétents. Descartes n'a-t-il pas dit, avec une délicieuse ironie : « Le bon sens est la chose du monde la plus répandue ».

B) Le *cinéma*, avec ses stupides romans d'aventures ou d'amour pourrait tout au plus donner de fâcheuses idées aux jeunes villageoises et détruire l'harmonie de quelques familles paysannes. Seul le cinéma éducateur serait utile ; mais dans ce cas personne ne s'y intéresserait et l'opérateur tournerait devant des bancs vides.

C) Je n'insiste pas davantage sur le *facteur moral* et persuasif que prônent certains journaux ; que ceux qui vantent l'attrait des champs viennent y vivre. Or, pas un journaliste n'y vient.

D) Je ne crois pas non plus au *rôle des instituteurs*.

Il leur serait difficile de prêcher des théories sur la beauté de la vie rurale, car ce sont pour la plupart des ruraux qui ont préféré les multiples avantages offerts par l'Etat aux maîtres d'école, à ceux que leur aurait offert la vie des champs. Fils de petits propriétaires en général comme les employés des Contributions directes ou indirectes ou les postiers, ils savent à quoi s'en tenir sur les agréments que présente une journée de binage en plein soleil ou encore le nettoyage d'une étable, et comme l'argument ad hominem est encore le meilleur et celui qui frappe le plus des masses, personne ne peut prendre au sérieux tous ceux qui prônent le retour ou le maintien à la terre sans y être ou y avoir été attachés eux-mêmes.

E) Devant l'insuccès des articles de journaux et des belles paroles certains hommes politiques voient

le *ravitaillement* du pays en matières alimentaires *assuré par nos colonies*, d'où, émanant évidemment de personnalités intéressées, articles dans la grande presse sur l'utilité des colonies. Utopies encore que tout cela.

L'empire romain, occupé à ses plaisirs et à son sybaritisme avait cru aussi que son domaine d'au-delà des mers lui fournirait ses soldats et sa nourriture tandis qu'il se livrerait aux divertissements et à la paresse.

L'Afrique devait devenir le « grenier de Rome ». Nous savons ce qu'il est advenu de ces beaux desseins. Et il semble que l'histoire soit un perpétuel recommencement.

Sans parler des frais de transport qui grèvent lourdement tout produit d'au-delà des mers, une nation prévoyante ne saurait espérer vivre sur son domaine colonial.

Et il y a à cela des raisons multiples.

1° Tout d'abord la population indigène, à mesure que la production augmente, consomme davantage elle-même ; la plupart des produits sont donc utilisés sur place. En tout cas l'Arabe ne se contentera pas toujours de son couscous pas plus qu'il ne se contentera de son maigre salaire. Malgré les efforts faits par les propriétaires algériens intéressés pour retenir chez eux une main-d'œuvre à bon marché, quelques exemples comme ceux du Manouba prouvent que tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, en Algérie tout au moins, et que l'Arabe préfère gagner vingt francs en France que cinq francs en Algérie. Et alors si la main-d'œuvre devient aux colonies aussi chère qu'en France, peut-être avec un rendement moindre, l'ar-

rière pensée des hommes politiques de faire baisser le prix de la vie dans la métropole en faisant travailler pour rien les noirs s'évanouit.

Et déjà sur les bords de l'Ogooué les noirs exigent quinze francs par jour pour le transport des bois et on n'en trouve plus. Laissons la race noire vivre en paix et produisons nous-mêmes. Pourquoi d'ailleurs les noirs travailleraient-ils pour nourrir les blancs ?

2° D'autant plus qu'on ne pourra jamais empêcher l'étranger d'acheter dans nos colonies. Je causais un jour avec un fonctionnaire colonial ; naturellement pour lui sans nos colonies un jour viendrait où nous n'aurions plus aucun produit alimentaire. Mais est-ce que les nations étrangères, Anglais, Américains, ou autres, n'ont pas la faculté d'acheter les produits de nos colonies ? La parité des prix sur le marché mondial s'établit d'elle-même et nous ne payons pas un sou de moins le sucre ou le caoutchouc produits sur terrain anglais que le sucre ou le caoutchouc produits sur le sol des colonies françaises. Jusqu'au jour où à la suite de quelque guerre malheureuse on nous prendra purement et simplement les terrains mis en rapport par nous aux frais des contribuables français, nous laissant ceux qui resteront à mettre en état. Et la tentation de nos voisins de nous déclarer la guerre sera d'autant plus forte que notre domaine colonial plus riche représentera un enjeu de plus grande valeur.

3° Enfin les colonies, en cas de guerre, seraient coupées immédiatement de la métropole si l'Angleterre et les Etats-Unis, maîtres des mers, étaient contre nous. Et dans cette dernière éventualité, si nous ne nous efforcions pas de produire sur notre

territoire dès le temps de paix tout ce qui nous serait nécessaire en temps de guerre, nous ferions preuve d'une imprévoyance terriblement coupable. Plus que jamais le vieil axiome « aide-toi, le ciel t'aidera » doit s'appliquer à la production agricole française. Non seulement nous ne devons rien importer, mais nous devrions encore exporter chez nos voisins immédiats, Anglais et Allemands, les millions de quintaux de denrées alimentaires dont ils ont besoin chaque année ; il y aurait là un moyen de remonter notre change autrement plus efficace que les beaux discours et l'augmentation des impôts.

A elle seule l'Angleterre importe 61 millions de quintaux de blé par an qui à 150 fr. le quintal feraient rentrer 9 milliards dans le patrimoine français.

F) Autre remède : *les engrais*. Dans tous les discours officiels, la question des engrais est l'antienne destinée à leurrer le grand public. Ah ! cette terre de France, elle ne produit rien ou presque parce que nous n'employons pas assez d'engrais.

Je fais appel ici non pas aux discoureurs ou aux Agriculteurs en chambre, mais à ceux qui emploient les engrais ; sans doute permettent-ils d'obtenir une augmentation de rendement, mais tout d'abord l'augmentation n'est pas proportionnelle à la quantité d'engrais employée, et, en second lieu, les prix des engrais sont tels que le supplément de récolte est payé, je ne dis pas en totalité, mais en grande partie, par le prix d'achat des engrais.

Et si le hasard veut, dans un vignoble par exemple, que la grêle ou la gelée détruisent la récolte l'année même où de gros frais d'engrais ont été engagés, la dépense n'est pas récupérée. L'engrais rend lorsqu'il est appliqué à une culture rémunératrice (culture maraichère ou grainière par exemple) et encore cer-

taines années. Si le produit obtenu se vend mal l'engrais risque de laisser le cultivateur en perte. Il ne faut pas oublier que l'azote notamment, employé sous n'importe quelle forme, est un engrais excessivement onéreux et d'importation.

Et la poudrerie de Toulouse qui, depuis tantôt quatre ans, devait nous inonder d'engrais azotés nationaux ne nous a réellement inondé que de fonctionnaires, discutant pour savoir si on emploierait le procédé Haber, le procédé Claude, le procédé Patart ou un autre. En attendant 250 millions ont déjà été engloutis aux frais des contribuables français pendant que l'Allemagne produit elle-même par synthèse tous ses nitrates.

g) Autre remède : *la main-d'œuvre étrangère.* Vous manquez de bras dit-on aux agriculteurs. Vous allez voir surgir d'un coup de baguette magique des légions de travailleurs : Polonais, Tchécoslovaques, Italiens, Espagnols, accourez chez nous.

Indépendamment des graves inconvénients que présente au point de vue purement national l'introduction en masse de milliers de travailleurs qui ne représentent pas l'élite de la main-d'œuvre de leur pays d'origine, et dont les autres nations se débarrassent en quelque sorte à nos dépens, je n'ai jamais été emballé, à quelques exceptions près, par ce genre de main-d'œuvre.

Qu'on lise dans « Le Barrage » d'Henry Bordeaux les résultats de l'importation de la main-d'œuvre étrangère sur la moralité publique. De plus les discussions entre ouvriers de ce genre sont fréquentes, on ne peut leur faire de réprimandes sans les voir se mettre en colère. Et ensuite, il faut bien le dire, l'agriculture demande une main-d'œuvre spécialisée

et dressée. On ne s'improvise pas ouvrier agricole, pas plus qu'ouvrier tourneur, électricien etc... Qu'un entrepreneur de bâtiments, qu'un constructeur de navires, que les Compagnies minières emploient pour leurs gros travaux des étrangers, passe encore. Mais allez confier des instruments coûteux à des inexpérimentés, allez faire sulfater ou tailler par les premiers venus, confiez-leur des moissonneuses-lieuses, des distributeurs d'engrais, des faneuses etc... ; les résultats ne se feront pas attendre. Et personnellement, à quelques exceptions près, je préfère la main-d'œuvre française. D'ailleurs je montrerai plus loin que même sans main-d'œuvre étrangère nous pourrions produire tout ce qui nous est nécessaire sur le sol français.

Et maintenant, me direz-vous, vous avez repoussé tous les remèdes, que voulez-vous donc faire pour ranimer l'Agriculture défaillante ?

A mon avis nous ne pouvons revenir en arrière, nous ne pouvons désirer voir disparaître les villes, les chemins de fer, les autos etc... La difficulté est de concilier un nouvel état de choses, résultant des progrès de la civilisation, que j'estime malgré tout être excellents, parce qu'ils ont amélioré considérablement le bien être du genre humain avec la dépopulation des campagnes. Il faut exploiter les terres cultivables de telle manière qu'elles produisent à bon compte la nourriture nécessaire aux masses urbaines. Or, il n'y a à mon avis que deux moyens pour cela.

A) *Le premier est simple : il consiste à payer à l'agriculteur la juste rémunération de son travail.*

B) *Le second consiste à industrialiser l'agriculture c'est-à-dire à lui appliquer les méthodes qui permettent de produire beaucoup, rapidement et à bon compte.*

Et je m'explique :

A) *Premier remède:* payer au cultivateur son travail sur la base d'un salaire normal et en tenant compte de l'effort fourni.

C'est une erreur répandue dans la masse que le paysan est heureux parce qu'il se suffit à lui-même ; de là tous les thèmes sur les bienfaits de la polyculture. Quel veinard ce paysan qui trait le lait de sa chèvre, mange les poules et les lapins qu'il élève, produit son blé, ses fruits, ses pommes de terre et n'a besoin pour vivre que de quelques belles paroles. Cette description du bonheur rural s'appliquerait aussi bien au Chinois, à l'Hindou, où à l'Arabe, en un mot à toutes les populations arriérées. Quel heureux mortel ce Chinois qui se nourrit de 200 grammes de riz, cet Arabe qui garde ses chèvres et ses moutons dévastateurs en invoquant Allah, ce noir des forêts équatoriales qui, complètement nu, vit de pêche et de chasse. Si c'est là l'idéal que ne revenons-nous de vingt siècles en arrière.

Ce qui fait le bien-être et l'agrément de la vie moderne ce n'est pas le seul accomplissement des fonctions végétatives de l'individu : c'est un ensemble d'avantages atteignant chaque jour de nouvelles couches sociales, c'est un logement confortable, une indépendance relative, ce sont des loisirs surtout que chacun varie à sa guise suivant ses goûts. C'est ce que fait le citadin, c'est ce dont doit jouir le paysan. Comme il accomplit un travail pénible, ce dernier doit-être plus rémunéré, à nombre d'heures égal, que celui dont la profession est sédentaire. S'il travaille plus de huit heures, ces heures supplémentaires doivent lui être payées non au prix ordinaire,

mais au prix fort comme dans l'industrie. C'est-à-dire que le paysan, pour rester attaché à la terre, doit-être largement rémunéré, afin qu'il puisse dans sa vieillesse avoir le loisir non pas de ne rien faire, car tout être valide doit travailler s'il a quelque respect de lui-même, même dans sa vieillesse, mais de travailler moins et suivant ses forces physiques. Est-il juste que, peinant pendant 360 jours, un paysan soit moins rémunéré qu'un maître d'école primaire donnant au maximum à l'Etat 1.400 heures de présence dans une salle de classe par an ? Or, si l'on tient compte du traitement moyen de ce maître d'école, de sa retraite, des congés payés etc... l'heure de classe revient à l'Etat à plus de 14 francs. Sur cette base un ouvrier travaillant dix heures aux champs devrait donc gagner, car il se fatigue et use des chaussures et des vêtements, ce dont personne ne tient compte 140 francs au minimum. A quel prix serait alors la vie ? La France est le pays de la vie a trop bon marché, je ne dis pas à la consommation, mais à la production, car les frais généraux du revendeur sont tels que le prix d'achat initial d'une denrée finit par ne plus être l'élément primordial du prix de détail. La vie chère n'est due ni aux producteurs, ni aux commerçants, elle est due aux impôts trop lourds. En Angleterre, en Allemagne, en Suisse, en Italie etc... les prix des produits alimentaires, transformés en francs-or, sont très supérieurs aux prix du marché intérieur français.

B) Et le paysan pour rester attaché à la terre doit vendre à un juste prix des produits facilement venus *grâce à un outillage perfectionné.*

Cette idée ne m'est pas purement personnelle ; elle est exprimée par le grand industriel Henry

Ford dont le livre « Ma vie et mon œuvre » est instructif à tous égards ; ce n'est pas l'œuvre d'un discoureur, mais d'un positif, d'un travailleur, c'est l'œuvre du fils d'un petit cultivateur qui a renoncé à la vie paysanne devant ses difficultés et son esclavage. Il a voulu toute sa vie, non pas construire des automobiles comme on le croit généralement, mais des tracteurs agricoles, voyant dans la diffusion de l'automobile un moyen de diffuser les tracteurs, plaignant, comme je les plains moi-même, les laboureurs tenant pendant de longues heures les mancherons de leur charrue pour n'effectuer qu'un travail insignifiant. Il a cherché l'amélioration du sort des paysans non dans de stériles discussions, mais dans l'amélioration de leur outillage. Pour que la vie des champs soit agréable, il faut que celui qui s'y adonne soit largement rémunéré. Et, pour qu'il soit rémunéré sans que les citadins supportent un trop lourd fardeau, il faut qu'il soit outillé. Et c'est ici une question délicate.

A quel prix serait le blé aujourd'hui si les moissonneuses-lieuses et les batteuses n'existaient pas ?

A quel prix reviendraient les vendanges si tout un outillage moderne ne venait au secours du vigneron ?

Il est curieux que les officiels conseillent aux paysans la polyculture c'est-à-dire la dispersion de l'effort alors que dans l'industrie tous les travaux se spécialisent de plus en plus. Viendrait-il à l'idée d'un fabriquant de chaussures de vouloir faire en même temps des vêtements ou des bas ? L'outillage se perfectionne, la main-d'œuvre se réduit partout et on voudrait que seule l'Agriculture ne profite pas des progrès acquis ; on bêcherait encore les champs, on sémerait encore à la volée, on mois-

sonnerait à la faucille, on roulerait le blé, on le vannerait etc... Pourquoi ne pas continuer à sulfater avec des balais et fouler les raisins avec les pieds ? Pourquoi ne pas mettre au rebut les faucheuses, les faneuses, les rateaux ? Il est si agréable de « batifoler » dans une prairie. Les améliorations à faire sont immenses ; les Américains nous ont montré la voie, car dans le domaine mécanique agricole il est triste de constater que la France n'a fait aucune découverte ; à nous de les suivre et de comprendre que l'amélioration de l'outillage permet non seulement de réduire la main-d'œuvre, mais de payer plus cher celle qui reste aux champs.

Lorsqu'on voit par exemple un tracteur accomplir dans une journée le travail de 10 hommes et 10 bêtes, avec une perfection mathématique et, ce qui importe le plus, au moment voulu, on se demande pourquoi ce moyen de culture qui supprime tellement de travail inintelligent n'est pas plus répandu. Posez la question à ceux qui l'emploient ou qui l'ont employé ; ils répondront invariablement : nous avons trop de réparations. Et pourquoi y a-t-il trop de réparations ? parce que la main-d'œuvre est incompétente. Pourquoi est-elle incompétente ? parce que la main-d'œuvre compétente n'est pas aux champs, mais dans les usines des villes. Un bon monteur électricien, un bon ouvrier en chaussures, un bon ajusteur gagne 40 ou 50 francs par jour ; un bon ouvrier agricole devrait pouvoir se payer ce prix là, et même davantage, car à salaire égal il restera toujours citadin. Il faut donc créer des instruments de plus en plus pratiques, de plus en plus simples, comme le sont par exemple les pompes de nos caves que le premier venu peut faire marcher ; or, il y a cinquante ans on transvasait encore le vin au décalitre. Et pour favoriser le développement

de la culture mécanique et l'emploi des moteurs à la ferme l'Etat frappe l'essence destinée à ces usages d'un droit énorme tout comme l'essence destinée aux autos, prétendant sans doute que nous n'avons qu'à nous servir de l'électricité qui, de longtemps ne sera pas applicable aux travaux des champs. Pendant ce temps en Algérie, pays que cependant je croyais français, on exonère de tout impôt l'essence destinée aux tracteurs agricoles.

Et j'arrive au point le plus délicat de mon sujet ; vous préconisez le développement de l'outillage, me dira-t-on, mais vous savez qu'il ne peut être utilisé que par la moyenne et la grande propriété ; or, le mot d'ordre des gouvernants depuis Jules Méline est le suivant : favorisons l'accès de tous à la petite propriété. Comme tant d'autres lieux communs, voilà encore une erreur considérable à mon avis. C'est que précisément la petite propriété est une cause de misère pour le petit propriétaire, une cause de vie chère pour le consommateur. Elle aggrave le problème de la vie chère au lieu de le solutionner.

Si nos législateurs veulent que la société telle qu'elle existe actuellement, avec ses centres urbains surpeuplés, ses moyens de transports multipliés subsiste, ils doivent encourager la création de moyennes propriétés produisant beaucoup, rapidement et à bon compte, grâce à un outillage perfectionné. Je dis moyennes car, sans être ennemi de la grande propriété, je reconnais que la direction du chef se fait sentir plus efficacement dans la moyenne que dans la grande, et qu'il y a plus de rapports entre le maître et ses subordonnés dans la première que dans la seconde. La grande propriété peut prospérer mais elle demande de la part du chef d'énormes qualités qui se rencontrent rarement.

Ecoutons ce que dit de la petite propriété J. L. Vidal : « Faire appel à de nouveaux petits propriétaires, c'est faire appel au dévouement et aux sacrifices de ces futurs possédants au bénéfice de toute la société. C'est aussi provoquer un gaspillage de main-d'œuvre : car n'oublions pas que, dans la petite culture, c'est la multiplicité et l'intensité de l'effort, l'économie et les privations qui constituent la base de sa supériorité, sans pour cela aboutir à augmenter la production brute, disponible pour les autres hommes, en proportion de l'énergie dépensée. On voit donc que, lorsqu'on parle de la petite propriété comme d'un progrès on n'est pas toujours dans le vrai.

« Car encourager la petite propriété, c'est encourager ces hommes à devenir des déshérités. C'est aller à l'encontre du progrès, car le progrès consiste à diminuer la souffrance, à réduire la fatigue et à la proportionner aux besoins et aux possibilités du corps humain.

« Si travailler beaucoup était un progrès qui empêcherait aussi l'industriel de prendre l'outil et de faire l'ouvrage de plusieurs ouvriers, de se priver du superflu et même du nécessaire, afin de diminuer le prix de revient de ses produits.

« C'est ce que fait pourtant le petit propriétaire. *Le coût de l'unité de travail est donc, pour la petite exploitation au-dessous du cours réel.*

« Et d'ailleurs les grandes et moyennes exploitations sont nécessaires pour fournir une occupation à des travailleurs n'ayant appris aucun métier, incapables d'en pratiquer aucun, qui ne peuvent être que des manœuvres et seraient dans tous les cas, des incurables, livrés à leurs propres moyens. De même que l'ouvrier des grands centres industriels du Nord,

grâce au développement des œuvres de solidarité sociale, grâce au confortable de son logement, grâce à ses hauts salaires est beaucoup plus heureux que ne l'était l'artisan d'autrefois, de même l'ouvrier d'une exploitation bien conduite est plus heureux qu'il ne serait travaillant pour son propre compte. »

On voit donc que pour exploiter économiquement un domaine une certaine étendue est nécessaire qui permette l'emploi d'appareils modernes et à grand travail.

En second lieu il est désirable qu'il soit d'un seul tenant. Et c'est là un point capital. Voit-on un industriel dont l'usine se composerait d'une série de petits bâtiments éloignés les uns des autres par plusieurs kilomètres. De même le morcellement de la propriété en France s'oppose à tout progrès sérieux en agriculture. Les partages successoraux des petites propriétés qui émiettent ridiculement des parcelles déjà misérables devraient être réglementés, le rachat en argent, échelonné sur plusieurs années et aidé par le Crédit Agricole étant toujours possible par un enfant exploitant, après détermination de la valeur réelle par des experts. Bien des départs seraient ainsi évités.

Le regroupement des petites parcelles, les échanges devraient être facilités, même si l'Etat devait momentanément y perdre, en décidant par exemple que tous les propriétaires ayant regroupé leurs terres seront exonérés de l'impôt foncier pendant dix ans. Comment veut-on moissonner économiquement une pièce de terre de cinq ares, par exemple ? Et il existe des pièces de terre de quelques mètres carrés. De plus, et je l'ai déjà dit, afin d'éviter le gaspillage de temps et de main-d'œuvre les bâtiments d'exploitation doivent être autant que possible au centre de la propriété. N'est-il pas navrant de voir des labou-

reurs accomplir cinq kilomètres à l'aller, cinq kilomètres au retour pour labourer une surface de quelques ares. Et si un soc se fausse, il faut revenir à la ferme : la journée totale est perdue. Les idées de regroupement, de création de surfaces assez étendues pour permettre l'emploi de moyens de culture moderne peuvent paraître sujettes à discussion, elles sont cependant à la base de tout progrès : tant qu'elles ne se réaliseront pas l'agriculture végétera. On a beaucoup parlé du système Taylor qui se réduit cependant à peu de chose : économiser par des dispositions particulières tout effort et tout geste inutiles. Et la taylorisation a donné des résultats surprenants. Le travail est une nécessité vitale, mais pour qu'il produise son maximum de résultats avec le minimum d'efforts il faut dans la société moderne, que certaines conditions soient remplies et que le travail ne s'exerce jamais à vide. Le jour où seules les moyennes et les grandes exploitations, bien outillées et bien dirigées, permettant avec un minimum d'efforts un bénéfice rémunérateur se seraient généralisées, la moitié au moins de la main-d'œuvre agricole actuellement employée deviendrait inutile ; on pourrait donc renvoyer dans ses foyers la main-d'œuvre étrangère composée, nous l'avons vu, d'éléments douteux, et chaque propriétaire et chaque ouvrier produisant beaucoup plus avec un minimum d'effort, gagnerait davantage et serait plus heureux.

Dans un article tout récent paru, sous la signature de M. Lucien Romier dans « l'Agriculture du Centre » nous lisons ceci :

« Quelle erreur, que d'avoir favorisé le démem-
« brement de la propriété, à l'encontre du vieil ins-
« tinct de la paysannerie qui rêva toujours d'arron-
« dir son champ. On crut, par le démembrement

« des terroirs, rendre la culture plus productive. « Le double résultat fut de tarir la vie paysanne « et d'imposer aux survivants une existence telle- « ment précaire, dans un cadre trop étroit, qu'ils « vont chercher l'aisance ailleurs. Le morceau de « terre convient au retraité, il ne convient pas au « paysan jeune et ambitieux. Il faut rendre aux vil- « lages les fermes opulentes, les cultures équilibrées, « où le *maître* a le loisir de se retourner et où « l'ouvrier agricole trouve du travail en toute saison »

Voici encore ce que dit sur ce sujet J. L. Vidal : « J'ai connu un maire rural qui, lorsqu'on lui demandait, au sein de la consternation générale de tous les autres maires, ses voisins, le résultat du recensement dans sa commune répondait tout joyeux : « Chez nous, çà va bien, çà va même très bien » le nombre des habitants a encore baissé de 20 %. Les paysans y sont de moins en moins malheureux. Quand nous ne serons plus que deux ou trois douzaines, nous serons tout à fait heureux ». Et ce maire, qui avait fait toute la guerre, était aussi patriote que tout autre. Quels que soient les regrets que la chose puisse causer aux militaires, le bonheur de la population est, dans les campagnes, jusqu'à une certaine limite, en raison inverse de sa densité. Que ceux qui croient que le nombre des habitants au kilomètre carré fait seul le bonheur et la prospérité d'un pays, achètent un hectare de terrain, s'y installent et y vivent, et qu'ils se disent qu'en Amérique, pays prospère pourtant, posséder 100 hectares d'excellent terrain est être petit propriétaire. La Chine et les Indes, au contraire, pays surpeuplés à l'extrême nous donnent une image frappante de ce que seraient les campagnes françaises surpeuplées. D'ailleurs, pour Charles Bonnefon, d'accord

avec Arthur Young, les campagnes de France sont trop peuplées, les plus peuplées d'Europe après celles d'Italie où le sort de la population paysanne n'est pas enviable, ce qui explique l'exode de la main-d'œuvre italienne chez nous. « Plus les campagnes se dépeuplent au profit des villes, écrit-il, moins y meurent les enfants ». *Il ne faut donc pas croire que l'exode rural va à l'encontre des intérêts vitaux du pays.* Le courant est irrésistible ; avec beaucoup moins d'ouvriers on pourrait, nous l'avons vu, produire beaucoup plus. Produire toujours davantage et à meilleur compte, tout est là. L'industrie, favorisée par des mesures gouvernementales, il est vrai, l'a compris, à l'agriculture de le comprendre aussi. Quelques chiffres feront mieux saisir, aux profanes surtout, combien la possession d'une surface de terrain minima est indispensable au cultivateur pour vivre même comme un simple petit fonctionnaire. Je ne parle pas des cultures de luxe qui font exception, sont d'ailleurs sujettes à des variations dans le prix de vente de la marchandise produite (cultures maraîchère, florale, grainière, cultures sous châssis, etc.) et causent cette année quelques surprises aux producteurs.

Prenons un ménage de *moyens* propriétaires possédant 20 hectares dont 10 en prairies et 10 en céréales ; c'est un minimum pour pouvoir posséder, utiliser et amortir les faucheuses, faneuses, semeuses etc... indispensables. Admettons une grosse production de 6.000 k. de foin et de 20 quintaux de blé à l'hectare. 6.000 k. de foin à 40 fr. rapportent 24.000 fr. 200 quintaux de blé à 150 fr. rapportent 30.000 fr. Le total des rentrées sera donc de 54.000 fr. Lorsqu'on aura enlevé les frais généraux, la main-d'œuvre, l'usure des appareils, les impôts, les engrais, les assurances, les risques, la décrépitude des

bâtiments etc... y aura-t-il bénéfice pour ce ménage de moyens propriétaires ? Or, un ménage de petits fonctionnaires sans soucis, sans responsabilité, sans travail pénible, sans capital engagé, gagne de 20 à 35.000 francs par an, a une retraite, et réclame sans cesse une augmentation de traitement et une diminution d'obligations. Qu'on pense à la situation de celui qui n'a que 4 ou 5 hectares. Elle est tout simplement misérable. Et la moyenne des paysans ne possède pas 4 ou 5 hectares. Qu'on pense donc à la situation de celui qui n'a qu'un hectare.

Prenons encore le cas d'un viticulteur ayant cinq hectares, je prends un gros puisqu'il parait que la moyenne des viticulteurs possède moins d'un hectare, faisant du 60 à l'hectare (moyenne supérieure à celle des statistiques). Il récoltera donc 300 Ho qui à 100 fr. prix moyen des cinq dernières années, lui feront rentrer en caisse 30.000 francs. Que lui reste-t-il une fois les frais généraux enlevés, et que lui restera-t-il sur une période de 10 années s'il a la grêle, la gelée, le mildiou, la mévente etc...

Tout ce que je viens de dire les gouvernants le savent bien, mais ils se disent que les agriculteurs représentent la catégorie la moins protestataire de la nation, qu'ils se plaindront, mais qu'ils marcheront toujours.

Prenant les devants ils favorisent les campagnes de la grande presse contre les ruraux se disant que des contre attaques continuelles empêcheront toute offensive. A côté de cela ils tolèrent les plaintes continuelles des serviteurs de l'Etat. Celui qui produit la nourriture du pays est cependant plus intéressant que celui qui se contente de la consommer.

Le salut de l'agriculture ne sera que dans la

création de syndicats d'agriculteurs, non pas syndicats d'achats, qui existent déjà, mais syndicats de défense d'intérêts professionnels exigeant, tout comme les fonctionnaires, un minimum de bénéfice ou de salaire pour leurs adhérents. Ce minimum se traduira sous la forme d'un minimum de prix de de vente de leurs produits. Il n'est pas juste, il n'est pas admissible qu'un ménage de cultivateurs travaille pour un salaire ou un revenu inférieurs à ceux d'un ménage d'instituteurs, de postiers etc... Je dis ménage car à la campagne la femme travaille toujours et a droit à son salaire. Quand on traverse les plaines de la Beauce ou de l'Ile de France ne voit-on pas, sous la fine pluie qui tombe sans cesse, les jeunes filles et les femmes guider les bêtes au bord du sillon, dans la boue et sous la morsure du froid.

Et comme un ménage de petits fonctionnaires, c'est-à-dire sans plus d'envergure intellectuelle que la majorité des paysans, ne travaille pas à moins de 20 30.000 francs par an, les prix de vente des produits agricoles doivent être calculés pour permettre une rémunération au moins équivalente, puisqu'un ménage de petits agriculteurs a un capital engagé, des risques, des responsabilités, pas de vacances, *et pas de dimanches* car toute bête, cheval, porc, vache, mouton, immobilise et rend esclave nuit et jour celui qui croit en être le maître.

Nous vivons à une époque où seuls ceux qui crient sont écoutés. Aux paysans de le comprendre, de formuler leurs revendications. Nous avons sous les yeux l'exemple de la Confédération Générale des Vignerons. Sans elle les vins seraient encore à vil prix, la fraude sévirait, l'étranger nous envahirait de produits frelatés. Grâce à l'activité de ses dirigeants qui ne sont pas à la solde du Gou-

vernement, mais qui se préoccupent uniquement des intérêts des viticulteurs des résultats ont été obtenus. Certes la partie n'est pas gagnée, les gouvernements quels qu'ils soient, voient d'un mauvais œil cette puissance agricole qui monte. Apportons-lui toujours plus de subsides car sans argent on ne fait rien et les quelques centimes donnés par hectolitre se traduiront par des centaines de francs encaissés en supplément dans les années à venir.

Les producteurs de blé se sont groupés également et font entendre leur voix. Il serait lâche, au moment ou le pays est menacé de la ruine totale par le développement exagéré du nombre des improductifs émargeant au budget que les forces vives de la nation, les forces productrices, ne sachent pas s'unir pour faire valoir leurs droits et améliorer le sort de toute la masse paysanne française.

Je dis la masse car tous s'en vont, fils de propriétaires et fils d'ouvriers.

Je dis la masse car dans ce domaine, comme dans les autres, la prospérité des employés et des employeurs est indissolublement liée et seul peut payer de gros salaires celui dont les produits se vendent à un prix rémunérateur. Et d'ailleurs ce serait faire injure à la classe dirigeante paysanne qui vit d'une manière autrement plus intime que l'industriel et le commerçant avec ses ouvriers, qui apprécie, parce qu'elle l'accomplit souvent elle même, le pénible travail agricole par les journées pluvieuses de l'automne, celles glaciales de l'hiver, ou par celles, torrides, de l'été, de croire qu'elle ne serait pas capable de sentiments de justice et de bonté à l'égard de ses collaborateurs.

BIBLIOGRAPHIE

F. Bernard	La dépopulation des campagnes.
Henry Bordeaux ...	Le Barrage.
Pierre Caziot.....	La vérité sur la richesse agricole.
Auguste Chauvigné	L'éternel sillon.
Gustave Coste.....	L'inégalité douanière.
Henry Ford	Ma vie et mon œuvre.
Charles Géniaux...	Les feux s'éteignent.
Georges Hémon	Maria Chapdelaine.
Henri Mariol.....	Les souliers du mort.
Jules Méline.....	Le salut par la terre 1920.
Ernest Pérochon ..	Les creux de maison.
« «	La parcelle 32.
Marcel Prêvost.. .	La grande illusion. — Le Journal 20-10-1925.
Pierre Régnier.....	L'ouvrier agricole 1924.
Charles Roussillon	Le village sans cloches.
Eugène Rouait	L'agriculteur dans la société.
J. L. Vidal.....	Ils s'en vont.

THE LIBRARY OF THE
FEB 27 1933
UNIVERSITY OF ILLINOIS

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 001268330

Gaylord
Acid Free
26030